Réponses aux avis

	Avis votés	Réponses aux avis
Avis n°23	<p>Séance du 9 avril 2024 Condition de travail des personnels au collège A</p> <p>Neuf signalements RSST émis par les personnels du collège A traduisent les agissements d'une famille qui détériorent gravement la santé des personnels, déstabilisent le fonctionnement de l'établissement et modifient les relations avec leur enfant. Ces mêmes agissements de la part de la famille dénigrant systématiquement le travail pédagogique des enseignants avec un caractère harceleur ont été constatés les années précédentes dans les établissements scolaires de la commune B. Ces agissements ont été débattus lors de la formation spécialisée du 9 mai 2023 avec le vote d'un avis et une réponse de l'employeur.</p> <p>Au regard de ces éléments, la reproduction de ces situations agressives de la part de la famille est extrêmement préoccupante pour la santé psychique et physique des personnels de l'établissement.</p> <p>Le décret du 28 mai 1982 modifié prévoit explicitement que les chefs de service, au sens de la jurisprudence administrative, c'est-à-dire les autorités administratives ayant compétence pour prendre les mesures nécessaires au bon fonctionnement de l'administration placées sous leur autorité ont la charge de veiller à la sécurité et à la protection de la santé de leurs agents.</p> <p>Les représentant-es des personnels de la F3SCT79 préconisent que l'employeur mettent en œuvre des actions de prévention des risques professionnels qui :</p> <ul style="list-style-type: none">• protègent les personnels de cet établissement,• rétablissent un climat scolaire serein. <p>Les représentant-es des personnels de la F3SCT79 préconisent que l'employeur propose et informe systématiquement les personnels sur la protection fonctionnelle et ses modalités de mise en œuvre.</p>	<p>La situation est, au jour de l'instance, apaisée dans l'établissement. La principale et l'équipe pédagogique ont mis en place une charte de communication en direction des familles.</p> <p>De plus, une vigilance accrue a lieu par rapport à cette famille au niveau de l'accueil.</p> <p>Cette situation est suivie attentivement en lien avec Madame la directrice académique.</p>

Avis n°24	<p>Séance du 9 avril 2024 Réponse de l'employeur dans le Registre Santé et Sécurité au Travail (RSST)</p> <p>Les représentant-es des personnels rappellent que le RSST est un outil essentiel pour la prévention des risques professionnels.</p> <p>D'après l'article 59 du décret 2020-1427 : « La formation spécialisée prend connaissance des observations et suggestions relatives à la prévention des risques professionnels et à l'amélioration des conditions de travail consignées sur le registre de santé et de sécurité au travail prévu à l'article 3-2 du décret du 28 mai 1982 susvisé. »</p> <p>Les représentant-es des personnels de la F3SCT79 constatent dans le RSST des signalements non visés depuis le mois de septembre 2023, des réponses laconiques « vu avec l'IPR et la DASEN », des réponses décalées de plusieurs années "suite donnée à des signalements datés de 2021 et 2022 ».</p> <p>Ces pratiques de la part des chefs de services ne correspondent pas à des mesures de prévention, les personnels n'ont aucune réponse écrite à leur signalement décrivant une situation anormale de travail. Ce nouvel avis fait suite aux très nombreuses alertes données par les représentant-es des personnels de la F3SCT79 sur les signalements dans le RSST, ainsi qu'à l'avis n° 11 du 9 mai 2023.</p> <p>Le décret du 28 mai 1982 modifié prévoit explicitement que les chefs de service, au sens de la jurisprudence administrative, c'est-à-dire les autorités administratives ayant compétence pour prendre les mesures nécessaires au bon fonctionnement de l'administration placées sous leur autorité ont la charge de veiller à la sécurité et à la protection de la santé de leurs agents.</p> <p>Dans un objectif de protection, les représentant-es des personnels de la F3SCT79 :</p> <ul style="list-style-type: none">• exigent le respect de la réglementation concernant les signalements dans le RSST ;• demandent aux chefs de service une analyse complète avec des réponses rapides et adaptées afin de prendre en compte sérieusement tous les signalements dans le RSST dont ils ont la charge et de ne pas minimiser les risques professionnels signalés par les personnels ;• demandent pour les chefs de service une formation efficiente en matière de santé et sécurité au travail.	<p>La réglementation est respectée concernant le registre de santé et de sécurité au travail. Conformément à l'article 59 du décret n°2020-1427 du 20 novembre 2020, la formation spécialisée peut prendre connaissance des observations et suggestions relatives à la prévention des risques professionnels et à l'amélioration des conditions de travail consignées sur le registre de santé et de sécurité au travail prévu à l'article 3-2 du décret du 28 mai 1982.</p> <p>La temporalité des mesures inscrites dans le RSST n'est pas la même que ce qu'il se passe sur le terrain. Il convient d'être concis et factuel dans les réponses apportées.</p> <p>Un rappel sera fait aux chefs de services quant à ces attendus. Des documents ressources sont disponibles et une information leur sera communiquée sur ces ressources.</p>
-----------	--	---

Séance du 9 avril 2024

Conditions de travail des personnels non enseignant à l'établissement C

Après les alertes données par l'adjointe gestionnaire sur les conditions de travail à l'établissement C, un nouveau signalement RSST est émis par la secrétaire de l'établissement décrivant des conditions de travail difficiles « longue période d'absence de personnels, remplacement par des personnels faisant fonction, de nouvelles charges de travail, un épuisement professionnel pour plusieurs personnels, une surcharge de travail, des arrêts maladies ,... ». Depuis plusieurs mois, la gestionnaire de l'établissement est toujours en arrêt de travail. La réponse de la Cheffe d'établissement exprime l'épuisement de toute l'équipe de direction et que les solutions ne relèvent pas de ses missions et de ses moyens.

Après l'avis voté par les représentant-es des personnels de la F3SCT79 le 17 octobre 2023, ils et elles alertent de nouveau l'employeur sur les conditions anormales de travail provoquant un état d'épuisement pour plusieurs personnels et lui rappellent de nouveau ses obligations en matière de santé et sécurité.

Selon l'article L4121-1, l'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs. Ces mesures comprennent :

- 1° Des actions de prévention des risques professionnels, y compris ceux mentionnés à l'article [L. 4161-1](#)
 - 2° Des actions d'information et de formation ;
 - 3° La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.
- L'employeur veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes.

Les représentant-es des personnels de la F3SCT79 préconisent de nouveau que l'employeur mettent en œuvre des actions de prévention des risques professionnels qui :

- résorbent cette surcharge de travail subie par les personnels,
- protègent la santé des personnels,
- puissent restaurer un environnement professionnel serein,
- affectent une quotité suffisante en équivalent temps plein d'un personnel formé aux procédures de gestion administrative.

Le rectorat a mis en place la possibilité d'un recrutement sur le poste de gestionnaire. Le vivier n'a pas permis un recrutement immédiat.

Pendant cette période, l'agence comptable s'est mobilisée pour accompagner l'établissement au mieux avec des venus hebdomadaires de l'agent comptable sur site.

Parallèlement, Madame la directrice académique a adapté les attendus auprès de l'équipe de direction.

Depuis début avril, le chef d'établissement et l'agent comptable ont recruté un personnel contractuel avec un profil comptable. Il est accompagné par l'agent comptable.

<p>Avis n°26</p>	<p>Séance du 9 avril 2024</p> <p>Situation de l'infirmierie à l'établissement D</p> <p>L'établissement D accueille un public adolescent avec internat et des traitements parfois lourds, la présence de l'infirmier-ière est indispensable au bon fonctionnement de l'établissement et à la sécurité de tous.</p> <p>D'après le circulaire n° 2015-119 du 10-11-2015, la présence de l'infirmier-ière est prioritaire dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les établissements publics locaux d'enseignement du second degré comportant un internat ; - les établissements publics du second degré comportant des sections d'enseignements professionnels ou technologiques ; - les établissements publics du second degré ayant une section d'enseignement général et professionnel adapté (Segpa), une unité localisée pour l'inclusion scolaire (Ulis) et les établissements régionaux d'enseignement adapté (Erea). <p>Les représentant·es des personnels de la F3SCT79 préconisent que l'employeur affecte un.e infirmier-ière dans les plus brefs délais.</p>	<p>L'infirmier qui est à mi-temps entre l'établissement D et l'établissement E a été arrêté depuis le 6 novembre et il a repris le 8 avril 2024 à 80% comme avant son arrêt.</p> <p>En décembre 2023, l'infirmier étant prolongé, une demande de remplacement a été faite auprès de la DIPEAR et le poste a été proposé via pôle emploi mais aucune personne n'a candidaté. Courant janvier 2024, une infirmière a postulé pour être recrutée à 80% : 40% établissement D et 40% établissement E, conformément à la fiche de poste. Elle a débuté le 30 janvier jusqu'au 08 mars 2024. L'infirmier étant de nouveau prolongé, le remplacement a été maintenu du 19 mars au 08 avril 2024.</p> <p>L'infirmière qui est à 100% sur l'établissement D a été arrêtée le 19 décembre jusqu'au 27 avril. Elle a repris le 28 avril en mi-temps thérapeutique jusqu'à la fin de l'année scolaire. Son poste avait bien été proposé au recrutement via pôle emploi mais aucun candidat ne s'était présenté.</p> <p>Factuellement, l'établissement D est resté sans personnel infirmier en janvier. Depuis le 28 avril, il y a 40% d'ETP effectué par l'infirmier et 50% par l'infirmière.</p> <p>Pendant l'absence des 2 personnels infirmiers une organisation a été mise en place par la cheffe d'établissement et l'infirmière conseillère technique pour pallier leur absence.</p>
<p>Avis n°27</p>	<p>Séance du 9 avril 2024</p> <p>Condition de travail des personnels à l'établissement F</p> <p>Depuis plusieurs mois, des infiltrations d'eau endommagent les bâtiments et le matériel de l'établissement F et détériorent les conditions de travail des agents.</p> <p>Selon l'article L4121-1, l'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs.</p> <p>Les représentant·es des personnels de la F3SCT79 préconisent que l'employeur mettent en œuvre des actions de prévention des risques professionnels au moyen de la visite de l'Inspectrice Santé Sécurité au Travail pour évaluer les risques pour les personnels et les usagers.</p>	<p>La fuite d'eau au sein d'une salle de classe a été réparée. Les infiltrations au niveau des escaliers extérieurs sont signalées par la cheffe d'établissement au conseil départemental. C'est en cours de traitement.</p> <p>La conseillère de prévention départementale accompagne la cheffe d'établissement dans l'évaluation des risques et la mise à jour du DUERP par rapports à ces risques spécifiques.</p>

<p>Avis n°28</p>	<p>Séance du 9 avril 2024</p> <p>Les représentant-es des personnels de la F3SCT79 constatent la méconnaissance de l'existence et de l'utilisation du DUERP par les personnels, notamment les personnels exerçant dans les établissements de l'enseignement secondaire, faute d'informations et de temps d'échanges programmés au sein des établissements.</p> <p>Selon l'article L4121-1, l'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs.</p> <p>Ces mesures comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none">1° Des actions de prévention des risques professionnels, y compris ceux mentionnés à l'article <u>L. 4161-1</u>2° Des actions d'information et de formation ;3° La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. <p>Les représentant-es des personnels de la F3SCT79 préconisent que l'employeur informe chaque agent sur le DUERP et mette en œuvre des actions de prévention des risques professionnels :</p> <ul style="list-style-type: none">• en organisant des temps d'échanges afin d'informer et d'enrichir le DUERP,• sur les conditions de mises à jour du DUERP,• sur les conditions d'accessibilités au DUERP par les personnels,• sur la mise en place d'informations et d'actions de prévention suite au renseignement du DUERP.	<p>Le chef d'établissement pilote la démarche d'évaluations des risques professionnels au sein de l'EPLÉ et est en charge de la communication et de la diffusion des informations.</p> <p>Il est assisté par un assistant de prévention qui est formé à l'évaluation des risques professionnels lors de sa formation initiale et au cours de sa formation continue.</p> <p>Les chefs d'établissements peuvent être accompagnés par la conseillère de prévention départementale dans la démarche d'évaluation des risques professionnels.</p>
----------------------	---	--